

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONCURRENCE

IV. A-3

**ETUDE SUR L'ÉVOLUTION
DE LA CONCENTRATION DANS
L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE EN BELGIQUE**

- Construction d'appareils électriques,
radios, télévision, électro-acoustique (N.I.C.E. 375)
- Fabrication d'appareils électrodomestiques (N.I.C.E. 376)

**ETUDE SUR L'ÉVOLUTION
DE LA CONCENTRATION DANS
L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE EN BELGIQUE**

- Construction d'appareils électriques,
radios, télévision, électro-acoustique (N.I.C.E. 375)
- Fabrication d'appareils électrodomestiques (N.I.C.E. 376)

P R E F A C E

Le présent volume fait partie d'une série d'études sectorielles sur l'évolution de la concentration dans les différents pays membres de la Communauté européenne.

Les rapports ont été établis par les différents Instituts et experts nationaux, chargés par la Commission de réaliser le programme d'études sectorielles en question.

Compte tenu de l'intérêt spécifique et général de ces rapports et des engagements pris par la Commission à l'égard du Parlement européen, ils sont publiés intégralement dans leur version originale.

A ce sujet, la Commission s'abstient de tout commentaire, en se bornant à préciser que la responsabilité des données et des opinions figurant dans chaque rapport incombe exclusivement à l'Institut ou expert qui en est l'Auteur.

Au fur et à mesure que d'autres rapports en exécution du programme sectoriel encore en cours seront livrés à la Commission, ils seront également publiés.

La Commission publiera également une série de documents et de tableaux de synthèse, afin de donner quelques indications permettant des comparaisons internationales sur l'évolution de la concentration dans les différents pays membres de la Communauté.

STUDIA v.z.w.d.
Atrebatenstraat, 148,
1040 BRUSSEL

Réf. 2.20.134.09

COMMISSION DES COMMUNAUTES
EUROPEENNES

Direction générale de la
Concurrence

Rue de la Loi, 200
1040 BRUXELLES

L'EVOLUTION DE LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE
DANS LE GROUPE SECTORIEL 37 N.I.C.E.

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

Bruxelles, septembre 1973.

J. HALLET,
Economiste.

S O M M A I R E

| | |
|--|-------|
| <u>PORTEE DE L'ETUDE</u> | p. 1 |
| <u>DIFFICULTES DOCUMENTAIRES EN COURS D'ETUDE</u> | p. 2 |
| <u>DEFINITION DES INDICES DE CONCENTRATION</u> | p. 8 |
| <u>RESULTATS OBTENUS</u> | p. 11 |
| 1. <u>Variables analysées</u> | p. 11 |
| 2. <u>Indices de concentration calculés</u> | p. 11 |
| 3. <u>Définition des ensembles et des unités retenus</u> | p. 20 |
| 4. <u>Unités d'activité économique</u> | p. 26 |
| <u>FACTEURS DOMINANTS DE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU SECTEUR CONSTRUCTION ELECTRIQUE DE 1962 A 1969</u> | p. 27 |
| <u>AVANT PROPOS</u> | p. 28 |
| <u>STRUCTURE GENERALE DU SECTEUR</u> | p. 29 |
| <u>PERSONNES OCCUPEES</u> | p. 30 |
| <u>CHIFFRES D'AFFAIRES</u> | p. 32 |
| <u>BIENS DE PRODUCTION ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE</u> | p. 33 |
| <u>TELECOMMUNICATIONS</u> | p. 35 |

| | |
|---|-------|
| <u>PERSONNES OCCUPEES</u> | p. 36 |
| <u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u> | p. 37 |
| <u>BIENS DE CONSOMMATION - APPAREILS ELECTRO-DOMESTIQUES</u> | p. 39 |
| <u>PERSONNES OCCUPEES.</u> | p. 40 |
| <u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u> | p. 42 |
| <u>RADIO ET TELEVISION</u> | p. 44 |
| <u>PERSONNES OCCUPEES</u> | p. 44 |
| <u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u> | p. 46 |
| <u>ANALYSE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES</u> | p. 47 |
| <u>PART RELATIVE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES</u> | p. 57 |
| <u>IMPORTATIONS - EXPORTATIONS TOTALES DANS LA C.E.E. ET PAR PAYS MEMBRE DE LA C.E.E.</u> | p. 66 |
| <u>REMARQUE PREALABLE.</u> | p. 67 |
| <u>- IMPORTATIONS - RADIO - TELEVISION</u> | p. 70 |
| <u>APPAREILS ELECTRO-DOMESTIQUES</u> | p. 71 |
| <u>TELE-COMMUNICATIONS</u> | p. 71 |
| <u>- EXPORTATIONS - RADIO - TELEVISION</u> | p. 72 |

| | |
|-------------------------------------|-------|
| <u>TELE-COMMUNICATIONS</u> | p. 73 |
| <u>APPAREILS ELECTRO-MENAGERS</u> | p. 73 |
| <u>INDICES DE CONCENTRATION</u> | p. 76 |
| <u>INDICE DE LINDA L</u> | |
| Graphique n° 1 : Effectifs | p. 78 |
| Graphique n° 2 : Chiffre d'affaires | p. 79 |
| Graphique n° 3 : Résultats nets | p. 80 |
| Graphique n° 4 : Capitaux propres | p. 81 |
| <u>INDICE L_s</u> | |
| Graphique n° 5 | p. 82 |

PORTEE DE L'ETUDE

Cette étude a pour objet l'analyse quantitative de l'évolution de la concentration industrielle et de ses effets en Belgique de 1962 à 1969 dans les sous-secteurs suivants du

Groupe Sectoriel 37 N.I.C.E. Construction électrique

375. Construction d'appareils électroniques, radio, télévision, électro-acoustiques.

376. Fabrication d'appareils électro-domestiques.

Il n'était cependant pas possible de faire la distinction entre ces deux sous-groupes parce que la plupart des entreprises analysées offrent l'ensemble des produits dans leur programme de fabrication.

Ceci a pour conséquence l'impossibilité physique de dissocier la part de la majorité des variables par sous-groupe d'activité.

o

o o

DIFFICULTES DOCUMENTAIRES EN COURS D'ETUDE.

Les difficultés rencontrées en cours d'étude sont de deux natures :

Difficultés de documentation sectorielle

A. Classification N.I.C.E.

La classification N.I.C.E. adoptée par la Communauté Européenne n'est appliquée dans aucune classification statistique belge.

On réussit cependant par recoupement et regroupement des données existantes à couvrir le plus fidèlement possible les secteurs et sous-secteurs de la classification N.I.C.E., tant pour les statistiques d'emploi, de production, d'investissement que pour celles du commerce extérieur.

Il faut cependant noter que les informations sectorielles sont incluses dans les données statistiques qui groupent tous les sous-secteurs de la "Fabrication Métallique".

Ceci signifie que le total sectoriel des variables analysées a fait l'objet d'estimations sur la base de la main d'oeuvre occupée dans les deux sous-secteurs analysés.

En outre, d'importantes "Multi products firms" ont une partie de leur activité qui couvrent partiellement les sous-secteurs 375 et 376 de la classification N.I.C.E.

Il est normal que le total officiel des variables du sous-secteur soit inférieur à celui que nous mentionnons puisqu'il a fallu y ajouter le montant correspondant aux "Multi products firms" dont la part dans les sous-secteurs a été considérée.

De toute évidence, cette addition se répercute dans l'estimation du total du secteur des autres variables, basée sur l'effectif total.

B. Renseignements statistiques

Comme nous venons de le dire, les renseignements statistiques disponibles actuellement en Belgique sont nettement insuffisants au niveau du sous-secteur, de l'entreprise individuelle, et à plus forte raison au niveau de l'unité d'activité économique.

Les statistiques sont beaucoup moins détaillées que celles d'autres pays de la Communauté pour des raisons budgétaires et confidentielles.

Seuls les chiffres publiés lors des recensements septennaux - le dernier date de 1963 - sont plus complets.

Certains renseignements sont indisponibles par classe d'entreprises, eu égard au respect du secret statistique. C'est pourquoi, les données économiques sont globalisées.

Le petit nombre d'entreprises et leur faible répartition par classes d'importance, ferait apparaître aisément une "personnalisation" des chiffres publiés.

Les sources de renseignements complémentaires officielles ou non - groupements professionnels, études bancaires, instituts de recherche - sont rares car la forme juridique de la majorité des entreprises n'impose pas de publication légale, ce qui rend beaucoup plus difficile l'analyse des variables par entreprise individualisée.

Dans ces conditions, nous disposons d'informations fragmentaires, contradictoires, souvent incomplètes sur base de statistiques :

- inexistantes : les sous-secteurs 375 et 376 du groupe sectoriel 37 N.I.C.E. ne fait l'objet d'aucun recensement particulier;
- en cours d'élaboration : certains chiffres de 1969 ne sont pas encore communiqués à l'époque de l'étude;
- globales : pour plusieurs variables : Effectif, Masse Salariale, Investissements bruts;
- incomparables en fonction de leur évolution : questionnaires, regroupements, bases de calculs modifiés;
- incomplètes car elles ne tiennent compte que des entreprises ayant une dimension minimale (+ 5 ouvriers - I.N.S.) (x). Heureusement, la part relative de ces entreprises minuscules est le plus souvent très faible.

C. Données économiques et financières

Certaines données sont fournies globalement pour le secteur Fabrications Métalliques

Citons :

- l'effectif,
- la masse salariale brute,
- la valeur de production nette,
- le montant des investissements bruts.

(x) Institut National de Statistiques.

D'autres données n'existent que pour les sociétés anonymes des deux sous-secteurs étudiés :

Elles ont pour objet :

- les capitaux propres,
- les bénéfices nets déclarés,
- des données partielles sur le cash-flow.

Remarque sur les estimations

Les difficultés rencontrées pour recueillir les données ont nécessité des estimations.

1. Données sectorielles

Des données de 1969 n'étaient pas encore accessibles au moment de cette étude. Les estimations ont donc été réalisées sur base de la tendance de la période considérée.

En ce qui concerne les variables qui ne font l'objet d'aucun recensement officiel, tels que le cash-flow, le bénéfice net, les capitaux propres, leur estimation sur la base des informations disponibles est justifiée de la manière décrite au A. Ces estimations sont analogues pour les deux sous-secteurs analysés.

2. Données individuelles

Les données individuelles ont rarement fait l'objet d'une estimation car nous avons pu disposer d'un assez grand nombre de chiffres individuels réels.

Cependant, comme nous l'avons exposé au § 2, certaines entreprises couvrent plusieurs sous-secteurs qui sortent du cadre de notre étude.

Difficultés de documentation individuelle

- A. Des informations ayant pour objet de rechercher la part des premières entreprises sur le marché sont disponibles pour une grande part des entreprises de dimension moyenne. Ce n'est pas le cas pour les plus petites. Le nombre et la structure de ces entreprises sont absolument trop petits pour fournir les données nécessaires.
- B. L'activité économique de ces entreprises est le plus souvent complexe, c'est-à-dire qu'elle couvre plusieurs sous-secteurs en fonction des circonstances économiques (conjoncture, marché) et non seulement en fonction de leur objet social ou de la nature de leur équipement.
- C. Les informations à recueillir ont un caractère confidentiel pour les entreprises qui craignent tout normalement que les renseignements soient utilisés à mauvais escient.

Dans ces conditions, l'étude de la concentration dans le secteur 375 N.I.C.E. CONSTRUCTION ELECTRIQUE a été réalisée dans un esprit pragmatique adapté aux circonstances et difficultés de documentation sectorielle et individuelle.

DEFINITION DES INDICES DE CONCENTRATION.

En statistique, la concentration est définie très généralement comme le processus ou le résultat d'une distribution non uniforme d'une valeur de variable : (le chiffre d'affaires) entre les unités (les entreprises) d'un ensemble (CONSTRUCTION ELECTRIQUE).

Le degré de concentration est en règle générale mesuré par la déviation par rapport à la distribution uniforme, bien qu'il soit évidemment possible de le mesurer à partir d'autres distributions.

L'habitude s'est introduite de parler d'indices de concentration absolus et relatifs.

Les indices de concentration absolus mesurent la grandeur des unités économiques par rapport à l'ensemble considéré. Par contre, les indices de concentration relatifs mesurent la grandeur des unités par rapport à d'autres.

Dans le cas des indices de concentration relatifs, la grandeur absolue de l'ensemble considéré n'est pas exprimée. La valeur totale de la variable et le nombre des unités sont toujours ramenés à 100. C'est pourquoi, les indices relatifs ne conviennent que lorsqu'il s'agit simplement d'une nouvelle distribution d'une quantité déterminée et que des changements dans le nombre des unités ne jouent économiquement aucun rôle.

Tel sera le plus souvent le cas lorsqu'on étudie la concentration des revenus : celle-ci n'étant généralement qu'une modification de la distribution des revenus. Mais si dans des analyses de concentration, des sociétés ou des entreprises sont les unités, les indicateurs relatifs ne suffisent généralement pas puisque la "concentration économique" ne s'exprime pas seulement dans la distribution, mais aussi dans le nombre et la taille des unités de référence.

Les indices relatifs ne permettent donc d'émettre des appréciations comparables sur la concentration des entreprises dans différents secteurs que si ces facteurs comptent à peu près le même nombre d'unités. Il en est de même en ce qui concerne l'évolution de la concentration des entreprises. Là aussi, la comparaison temporelle de la concentration relative n'est significative que si la grandeur de l'ensemble considéré reste constante ou ne se modifie pas considérablement.

Les indices absolus tiennent compte, selon des modalités fort différentes il est vrai, de la grandeur des ensembles examinés. A la différence des indices relatifs qui, lorsque le nombre des unités dans un ensemble diminue, indiquent une déconcentration puisque l'inégalité de la distribution a de ce fait diminué, les indices absolus réagissent de manière "correcte". Si le nombre des unités diminue par exemple parce qu'un certain nombre de petites entreprises ont été absorbées ou éliminées, cela se traduit dans un indice absolu, par un accroissement de la concentration.

Il résulte de la différence de la base mathématique utilisée, d'une part dans les méthodes de calcul de la concentration absolue et d'autre part dans les méthodes de calcul de la concentration relative qu'il n'existe pas et qu'il ne peut exister d'indices idéal de la concentration, applicable à tous les cas.

Chacun des indices de concentration met en évidence certains aspects et en néglige d'autres.

On est donc amené à utiliser chaque fois plusieurs indices au risque même d'être mal compris puisqu'il se dégage très vite une impression de contradiction, encore que la signification limitée des différentes méthodes employées soit évidente pour toute personne avertie. Cette signification limitée découlant de la méthode de calcul est encore réduite dans le cas qui nous occupe par la nature des données statistiques disponibles ou plus exactement par leur absence.

o

o

o

RESULTATS OBTENUS

1. Variables analysées

En fonction de la dépendance des informations fragmentaires relatives au sous-secteur étudié, nous avons analysé individuellement les variables suivantes pour les 21 et 23 premières entreprises et au total pour le sous-secteur.

1. personnes occupées,
2. rémunérations salariales brutes,
3. chiffre d'affaires,
4. résultats nets,
5. cash-flow,
6. capitaux propres,
7. investissements bruts.

Les importations et les exportations totales dans la C.E.E. ont bien entendu été relevées pour le sous-secteur uniquement.

2. Indices de concentration calculés

2.1. Conditions auxquelles doivent répondre les indices choisis.

Les conditions auxquelles doivent répondre les méthodes de calcul de la concentration se dégagent du but visé. Pour les études de la concentration économique effectuée par la Direction Générale de la Concurrence, cela signifie que les méthodes choisies doivent donner des résultats qui reflètent la concurrence dans le Marché Commun et entre les Etats membres aussi bien de façon statique que de façon comparative.

Lorsqu'on procède à des analyses globales, sectorielles ou de cas particuliers, la signification restreinte des différents indices de concentration oblige à calculer chaque fois plusieurs indices. Il faut donc utiliser, pour suivre la terminologie usuelle, à la fois des méthodes pour mesurer la concentration absolue et des méthodes pour mesurer la concentration relative.

Enfin, étant donné le grand nombre des ensembles considérés, les méthodes choisies ne doivent pas exiger de calculs trop complexes et permettre une présentation claire des résultats.

2.2. Les indices choisis

Le tableau n° 1 tente de représenter, par des formules simples, les indices choisis pour les analyses de concentration par la Direction Générale de la Concurrence. Chacun de ces indices sera brièvement commenté ci-après.

2.2.1. La moyenne arithmétique

La moyenne arithmétique est définie comme la valeur moyenne de la variable par unité d'un ensemble considéré. Elle n'est certainement pas un indice de concentration au sens strict, mais elle peut être utilisée pour une première caractérisation de la grandeur absolue des unités économiques. Certes, elle ne permet pas encore de définir les caractères typiques des différents ensembles considérés, mais elle présente un certain intérêt en tant que valeur se substituant à la diversité des valeurs individuelles concrètes et en tant que terme de comparaison.

En tant que valeur de substitution, la moyenne arithmétique peut, dans les comparaisons temporelles, donner une première indication de l'évolution des tailles et, dans les comparaisons à un moment donné, de la différence des tailles dans plusieurs ensembles considérés. Sa signification est d'autant plus grande qu'on l'utilise, en tant que terme de comparaison, en combinaison avec un indice de dispersion. Plus grande est la dispersion, plus grande est la probabilité que le cas individuel ne coïncide pas avec la moyenne.

Seule l'observation simultanée de la moyenne d'un ensemble et de la dispersion dans cet ensemble permet donc de déterminer si la moyenne permet déjà à elle seule de dire quelque chose de caractéristique de cet ensemble.

2.2.2. Les indices de concentration relatifs

Tout indice de dispersion véritable est également une moyenne.

Seulement, il est déterminé à partir des écarts des valeurs individuelles par rapport à la valeur moyenne. Par conséquent, on procède de la meilleure façon en mettant la valeur moyenne utilisée en rapport avec l'indice de dispersion calculé à l'aide de la moyenne. C'est ainsi qu'on procède pour calculer le coefficient de variation.

2.2.2.1. Le coefficient de variation

indique le rapport entre la déviation moyenne quadratique (écart type) et donc finalement les valeurs individuelles de la série d'une part et la moyenne arithmétique d'autre part.

Plus grand est le coefficient de variation, plus forte est la dispersion.

A son tour, une grande dispersion signifie un manque considérable d'homogénéité de la masse statistique et ce manque d'homogénéité est une expression de la concentration "relative".

Le coefficient de variation, indice presque "classique" de l'inégalité d'une distribution, est particulièrement suggestif lorsqu'on compare plusieurs ensembles.

Mais, il est totalement inutilisable pour le calcul ou la comparaison de la concentration absolue, le nombre et la grandeur absolue des unités étant considérés de manière relative. Il rentre donc dans la famille des indices de concentration relatifs.

2.2.2.2. Le coefficient Gini est lui aussi un indice de concentration relatif.

Toutefois, il a une base mathématique différente. Celle-ci souvent utilisée dans l'étude empirique de la concentration relative, part des formes cumulées des courbes de distribution. Le cumul des unités de référence et des valeurs de variables correspondantes est exprimé en pourcentage et va généralement de bas en haut.

Parmi ces méthodes, les plus connues sont la courbe de Lorenz et son pendant algébrique,

le coefficient Gini.

Le coefficient Gini mesure uniquement - et on l'oublie souvent - la déviation par rapport à la distribution uniforme et donc la concentration interne entre les éléments de l'ensemble. Dans cette méthodologie également le nombre et la taille des unités de référence ne sont pas pris en considération. En supposant par exemple qu'un nombre considérable d'entreprises de même taille fusionnent pour former un plus petit nombre d'entreprises plus grandes (mais toujours de même taille), le coefficient Gini n'indiquera aucun changement, bien que du point de vue économique un processus de concentration considérable soit intervenu.

Le coefficient Gini peut aussi réagir de manière totalement "fausse" notamment lorsque, dans une branche où la taille des entreprises présente une dispersion relativement grande, on assiste à des fusions ou à l'élimination de petites entreprises et de ce fait à une diminution du nombre d'entreprises, alors que les tailles présentent une dispersion plus uniforme.

Dans ces cas, le coefficient Gini, malgré l'accroissement évident de la concentration économique, indique une diminution du degré de concentration.

La méthode du coefficient Gini ne peut être utilisée valablement que s'il s'agit de glissements dans la distribution d'une quantité donnée, c'est-à-dire lorsque le nombre des unités de référence reste constant ou que sa modification est économiquement sans importance.

2.2.3.1. L'indice Linda est constitué par la moyenne arithmétique simple des $(n - 1)$ rapports (EO) entre la taille moyenne des premières i entreprises et la taille moyenne des entreprises $(n - 1)$ résiduelles. Chaque rapport (EO) étant au préalable divisé par n .

2.2.3.2. Les ratios de concentration indiquent le pourcentage de la valeur de la variable qui revient aux n plus grandes unités considérées. Contrairement à l'indice Linda, ils envisagent non pas un secteur partiel, mais uniquement un point déterminé de la courbe de concentration. Or, de nombreux déplacements de la courbe sont concevables qui ne modifient pas la valeur des ratios de concentration.

2.2.4. Les indices de concentration absolus

Dans le cas de deux indices semi-absolus, la distribution du reste de la série est négligée.

Pour éliminer ce défaut, il faut avoir recours à des indices "synthétiques" qui prennent en considération tous les points de la courbe de concentration et donc aussi bien le nombre absolu des unités de référence que l'inégalité de la distribution.

L'indice Herfindahl-Hirschman et l'indice Paschen sont des indices de ce genre.

- 2.2.4.1. L'indice_Herfindahl-Hirschman peut somme toute être considéré comme le coefficient de variation pondéré par le nombre des unités de référence. Il tente donc de rendre absolu l'indicateur de concentration relatif. La plus haute valeur que l'indice Herfindahl-Hirschman peut atteindre est 1, la plus faible $\frac{1}{n}$. Dans le premier cas, il n'existe qu'une seule unité de référence, laquelle devient la valeur totale de la variable; dans le second, toutes les unités de référence sont de même taille (distribution uniforme), la valeur de la variable tendant à 0 à mesure que s'accroît le nombre des unités de référence.
- En cas de distribution uniforme, l'importance de la concentration est donc uniquement déterminée par le nombre des unités de référence. Cela vaut également lorsqu'on utilise l'indice Herfindahl-Hirschman pour comparer - que ce soit dans le temps ou à un moment donné - la concentration de plusieurs ensembles présentant exactement la même inégalité de distribution.
- 2.2.4.2. L'indice_Entropie est un indice de concentration absolu dont la définition, contrairement à celle des autres indices brièvement esquissée ici, découle nécessairement d'une série d'axiomes. Il est clair que cet indice doit être préféré aux indices qui sont choisis en fonction de considérations plus ou moins arbitraires et qui impliquent la détermination arbitraire de concentrations spéciales. Grâce à sa construction, il permet, à la différence également des autres indices choisis de quantifier exactement la modification de la

concentration dans le temps. Dans le cas des autres indices, on obtient, selon la valeur de départ, une marge de croissance différente.

Ainsi, lorsque le coefficient Gini indique pour l'évolution de la concentration un taux de croissance de 20 %, ce taux a une signification tout à fait différente selon qu'il a été calculé sur la base $R'_1 = 0,2$ (avec une marge de croissance de 400 %) ou sur la base $R'_1 = 0,8$ (avec une marge de croissance éventuelle de 25 %).

Remarque finale

La nécessité de calculer chaque fois plusieurs indices de concentration résulte non seulement de la différence de base. et donc de la signification différente des divers indices. Elle découle aussi du but fixé qui dans le cas de la direction générale de la concurrence est de tirer profit non seulement des études de concentration empiriques projetées, mais aussi des études internes ou externes existantes. Le plus souvent dans ces études, une partie seulement -chaque fois différente- des indices choisis est utilisée. Il est donc clair qu'un grand nombre d'indices permettra mieux qu'un choix tout à fait restreint de méthodes de calcul, d'asseoir sur une base empirique assez large, les études de la concentration économique dans la Direction Générale de la Concurrence.

Tableau 1

Les indicateurs de concentration choisis pour les analyses de concentration dans la direction générale de la concurrence.

| Indicateur de concentration | Définition a) | Limites | |
|---------------------------------------|---|-----------------|-----------------|
| | | inférieures | supérieures |
| Moyenne arithmétique | $\bar{x} = \frac{x}{n}$ | > 0 | x |
| Coefficient de variation | $V = \frac{\sqrt{\frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (x_i - \bar{x})^2}}{\bar{x}}$ | 0 | $\sqrt{(n-1)}$ |
| Coefficient Gini (Gini-approximation) | $R' = \frac{1}{n \cdot x} \cdot \sum_{i=1}^n \left\{ (i-1) \cdot Fx_i - i \cdot Fx_{i-1} \right\}$ | 0 | $\frac{n-1}{n}$ |
| Indice Linda | $L_{\frac{x^*}{x}} \cdot 100 = \frac{1}{n^*(n^*-1)} \cdot \sum_{i=1}^{n^*-1} \left\{ \frac{n^*-i}{i} \cdot \frac{Fx_i}{x^* - Fxi} \right\}$ | $\frac{1}{n^*}$ | ∞ |
| Ratios de concentration | $CR_{n^*} = \frac{100}{x} \cdot \sum_{i=1}^{n^*} X_i$ | > 0 | 100 |
| Indice Herfindahl-Hirschman | $H = \frac{V^2 + 1}{n} = \frac{1}{x^2} \cdot \sum_{i=1}^n x_i^2$ | $\frac{1}{n}$ | 1 |
| Indice Entropie | $E = \sum_{i=1}^n \frac{x_i}{x} \log \frac{x_i}{x}$ | $-\log n$ | 0 |

a) Les définitions des indicateurs sont données pour des séries statistiques simples. Il est donc supposé que la valeur de la variable soit connue pour chaque unité de l'ensemble.

3. Définition des ensembles et des unités retenus.

Dans la mesure du possible, nous avons essayé de rapprocher au maximum les définitions retenues de celles recommandées dans les analyses de concentration de la Direction Générale de la Concurrence de la C.E.E.

Cependant, dans un but d'homogénéité avec les définitions adoptées par les statistiques officielles belges, ainsi que pour obtenir les informations de la part des entreprises analysées individuellement, nous avons été obligés de modifier ou de préciser certaines définitions.

3.1. Définition des ensembles

La définition des différentes branches d'activité s'est faite d'après la classification N.I.C.E. dans laquelle le regroupement sur la base des statistiques existantes a pu se faire.

Cependant, certaines branches d'activité font l'objet d'un recensement global en Belgique.

Il y a de plus en plus d'interférences entre les matières et les produits dont la classification devient impossible.

L'expérience permet cependant de se faire une idée approximative de la part du sous-secteur dans ceux de la fabrication métallique et de la construction électrique.

3.2. Définition des unités

3.2.1. Entreprise (x)

Un ou plusieurs établissements dépendant d'une même personne ou d'une même raison sociale constituent une entreprise industrielle.

On considère comme établissement toute mine, minière ou carrière, toute usine, tout atelier ou autre lieu de travail ou tout ensemble composé de plusieurs de ces unités situé sur un terrain d'un seul tenant et où une ou plusieurs personnes travaillent pour le compte d'une seule autorité dirigeante, d'un seul patron, d'une seule société, etc... ayant une activité industrielle.

C'est l'établissement qui constitue l'unité de la statistique sectorielle en Belgique pour toutes les variables.

3.2.2. Unité d'activité économique

Elle ne tient pas compte de la définition de l'unité d'activité économique au sens de la division de la concurrence.

(x) d'après l'I.N.S. Institut National de Statistiques.

Cependant, l'unité "Etablissement" employée dans les statistiques de l'O.N.S.S. (1) se rapprochant très fort de la définition de l'unité d'activité économique, la structure du secteur basée sur la répartition de l'emploi pourrait être considérée comme comparable avec les données des autres pays membres qui seraient basées, elles sur des unités d'activité économique.

Notons cependant que si la base statistique est restée inchangée de 1962 à 1968, les changements introduits en 1969 rendent les résultats incomparables à ceux des années antérieures.

3.3. Définition des variables

Dans les analyses de concentration, les valeurs des variables sont les totaux des valeurs individuelles quantifiables des caractères envisagés dans les unités de référence et au moyen desquels la concentration est étudiée.

Les définitions des variables retenues sont présentées dans l'ordre du plan d'exploitation des résultats des analyses de concentration.

(1) "L'employeur" ou "l'établissement", correspond à l'employeur ressortissant à l'O.N.S.S. et immatriculé à ce titre, qui a occupé, au cours de la période considérée des travailleurs assujettis à la sécurité sociale en vertu...

Ce concept implique aussi bien les personnes morales (Sociétés, etc...) que les personnes physiques ayant qualité d'employeur. L'employeur, considéré comme unité de compte, est la règle générale. Par contre, certaines grandes entreprises qui possèdent plusieurs sièges d'exploitation ou succursales renvoient, à la demande de l'O.N.S.S. des renseignements statistiques distincts pour chacun d'eux au sujet des effectifs occupés afin d'éviter les inconvénients d'une distribution des travailleurs selon le siège social des entreprises.
(Ceci vaut pour les années 1962 à 1968).

3.3.1. Personnes occupées

Le nombre de personnes occupées est défini dans cette étude comme le total du personnel assujetti à la sécurité sociale pour ouvriers et employés, y compris les chefs d'établissement liés par un contrat d'emploi et les apprentis employés, excepté les ouvriers à domicile ne figurant pas sur les listes de paie de l'établissement.

3.3.2. Capitaux propres

Il n'existe pas, à notre connaissance, d'information sur les capitaux propres au niveau du sous-secteur.

Les renseignements individuels précis que nous avons obtenus concernent le capital social de l'entreprise ainsi que les réserves de toute nature.

Les données s'écartent sensiblement de la définition arrêtée par la division de la concurrence, notamment du fait de la dimension des entreprises étudiées.

3.3.3. Salaires et traitements bruts

Sont incluses dans le montant des salaires et traitements bruts, les cotisations de sécurité sociale dues par l'employeur.

Cette variable contient donc les éléments suivants :

Montants non plafonnés des appointements bruts qui ont été déclarés par l'employeur à l'Office National de la Sécurité Sociale (y compris les avantages en nature déclarés à cet organisme à titre d'appointements et salaires) :

- a) appointements,
- b) salaires (non compris ceux des ouvriers à domicile),
- c) salaires des ouvriers à domicile figurant sur les listes de paie de l'établissement.

Montants des cotisations à la sécurité sociale à charge de l'employeur pour :

- a) le personnel assujetti à la sécurité sociale pour employés (y compris les apprentis employés),
- b) le personnel assujetti à la sécurité sociale pour ouvriers (non compris les ouvriers à domicile, mais y compris les apprentis-ouvriers),
- c) les ouvriers à domicile figurant sur les listes de paie de l'établissement.

Montants des autres dépenses de personnel :

- a) montant des primes d'assurance contre les accidents de travail,
- b) montant des primes d'assurance contre les maladies professionnelles,
- c) montant des autres dépenses de personnel.

3.3.4. Chiffre d'affaires

On entend par chiffre d'affaires du sous-secteur, la valeur des produits livrés y compris les emballages facturés au client et les transports effectués par l'entreprise elle-même.

En général, dans l'entreprise individuelle, la valeur des produits livrés est assimilée à celle des produits facturés. La différence entre les deux est difficile à établir.

3.3.5. Résultats nets

En fonction de la situation économique, on entend par résultat net, le profit net ou la perte nette tels qu'ils apparaissent au bilan de l'entreprise.

3.3.6. Cash flow

Nous avons analysé le cash flow brut.

Il se compose schématiquement des postes suivants du bilan :

- résultat de l'exercice
- + amortissements
- + dotation aux réserves
- + postes extraordinaires
- + provisions sur impôts divers de l'entreprise.

3.3.7. Investissements bruts

Il s'agit dans notre étude des investissements bruts de l'exercice, c'est-à-dire de la variation pendant cet exercice de la valeur des terrains, immobilisations, équipements, y compris la variation des stocks de matières premières et produits 1/2 finis.

Il n'est pas tenu compte des amortissements.

En outre, dans certains cas, nous constatons des réductions d'investissement.

3.3.8. Importations - Exportations

Celles-ci sont données en valeur sur la base des

statistiques de l'U.E.B.L.

4. Unités d'activité économique

Les études statistiques relatives à l'évolution de la dimension des entreprises se heurtent à certaines difficultés.

Si l'on désire mesurer le degré de concentration sur base du personnel occupé, les chiffres disponibles sont divergents.

Ceux de l'Institut National de Statistiques (I.N.S.) se rapportent à des unités techniques; quant aux données de l'Office National de la Sécurité Sociale, elles ont pour objet les unités géographiques.

En outre, l'I.N.S. prend en considération les ouvriers et non les employés, alors que de plus en plus d'ouvriers sont classés dans les rubriques "employés".

FACTEURS DOMINANTS DE L'EVOLUTION DE

LA STRUCTURE DU SECTEUR CONSTRUCTION

ELECTRIQUE

DE 1962 A 1969.

AVANT PROPOS

En étudiant le secteur 37 N.I.C.E. Construction Electrique , et plus particulièrement les sous-secteurs des télécommunications et de l'électronique, on touche un domaine hautement spécialisé qui ne peut être abordé que par des firmes bien organisées. Cela signifie que la fabrication ne s'improvise pas parce qu'elle nécessite d'importants investissements et une main d'oeuvre particulièrement qualifiée.

C'est la raison pour laquelle on n'y retrouve pas de petites entreprises, sauf pour la fabrication d'accessoires ou le montage et la mise au point de petits appareils. Le secteur ne peut donc être très encombré.

Il faut noter que les données disponibles ne couvrent pas totalement les sous-secteurs parce que ces données ne concernent que les entreprises répertoriées dans les groupements professionnels.

STRUCTURE GENERALE DU SECTEUR

Ce qui frappe tout d'abord, c'est la multiplicité des firmes qui s'occupent de la fabrication de matériel électrique, bien qu'il soit nécessaire de distinguer au préalable les entreprises dont l'activité principale est la construction de matériel électrique de celles pour qui ce genre de fabrication ne constitue qu'une partie de leurs activités.

Au cours de la période analysée, le nombre d'entreprises qui exécutent ce genre de production est d'environ 165 unités, dont les 2/3 environ en font leur activité principale. Ces chiffres paraissent assez élevés si nous considérons le nombre d'habitants et les dimensions du marché national et à l'exportation.

Puisque le nombre exact d'entreprises ne pouvait être déterminé, nous avons considéré sa quasi stabilité au cours de la période considérée en ayant à l'esprit que la disparition des entreprises peu rentables s'est vue positivement compensée par la création d'entreprises nouvelles.

Le tableau suivant a pour objet l'estimation du nombre d'entreprises du secteur dont l'activité est principale.

| | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
| 106 | 106 | 106 | 112 | 112 | 112 | 112 | 112 |

PERSONNES OCCUPEES

Bien que les chiffres le font difficilement apparaître, la structure du secteur a évolué. Plusieurs firmes dont la production n'était pas rentable ont disparu ou ont abandonné telle ou telle production au profit d'une autre jugée plus intéressante.

Cet assainissement n'apparaît pas si l'on considère le nombre d'unités productrices. Cela est dû au fait que de nouvelles unités de production se sont implantées depuis lors. Il faut avoir à l'esprit, que la Belgique constitue un terrain d'investissement pour les constructeurs de matériel électrique, et particulièrement les constructeurs américains.

Le tableau suivant montre que 60 % des entreprises environ occupent moins de 100 ouvriers; parmi celles-ci, 46 % occupent moins de 50 ouvriers.

PERSONNES OCCUPEES

| Classes de grandeur | Nombre de firmes | | % du total | Variations 1959 |
|---------------------|------------------------|------------------------|------------|--------------------|
| | Activité principale | Activité accessoire | | |
| + 1.000 personnes | 3 | - | 2,4 | + 1 |
| 5000 à 9999 pers. | 0 | - | 0 | - 1 |
| 1000 à 4999 pers. | 6 | - | 4,7 | + 2 |
| 500 à 999 pers. | 7 | 1 | 6,3 | + 2 |
| 100 à 499 pers. | 31 | 3 | 27,4 | + 1 |
| 50 à 99 pers. | 15 | 2 | 13,2 | - 5 |
| 10 à 49 pers. | 35 | 7 | 32,8 | - 4 |
| - 10 pers. | 9 | 8 | 13,2 | -(2) |
| TOTAL | 106 | 21 | 100,0 | |

SOURCE : Enquête de Fabrimétal.

Si nous comparons ces résultats à ceux obtenus avant la période 1962-1969, nous enregistrons les variations absolues qui déterminent une tendance.

Il semble dès lors que la tendance soit celle de la disparition ou de la reconversion nécessaire de certaines petites et moyennes entreprises inadaptées.

(1) Il faut noter que ces résultats ne reprennent pas toutes les entreprises du secteur.

Du fait cependant que les résultats se rapportent aux entreprises les plus importantes, nous pouvons considérer ces résultats comme dignes d'intérêt.

CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution du chiffre d'affaires du secteur construction électrique est la suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL (Milliards de Frs.)

| Années | Montant | Indice |
|---------|---------|--------|
| 1962 | 19,5 | 100 |
| 1963 | 23 | 118 |
| 1964 | 25,6 | 132 |
| 1965 | 28 | 143 |
| 1966(1) | 31 | 160 |
| 1967(1) | 34 | 175 |
| 1968(1) | 37 | 190 |
| 1969(1) | 40 | 210 |

(1) Estimation

Il faut cependant noter que ces données se rapportent à la totalité du secteur électrique, à l'intérieur duquel des variations différentes suivant les sous-secteurs ont pu se produire.

Les renseignements qui suivent ont pour objet la construction électrique classée en biens de production et biens de consommation.

BIENS DE PRODUCTION

ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

Il s'agit ici du sous-secteur dont les charges financières sont les plus lourdes parce qu'il est le champ de la recherche par excellence. Il est évident que ces charges financières indispensables nécessitent la réalisation d'un chiffre d'affaires important dans des conditions de concurrence qui assurent à chacun un niveau suffisant de rentabilité.

L'évolution du chiffre d'affaires du sous-secteur indique une progression satisfaisante.

| Année | Chiffre d'affaires (1) | Indice |
|-------|------------------------|--------|
| 1962 | 1.164 | 100 |
| 1963 | 1.308 | 112 |
| 1964 | 1.427 | 122 |
| 1965 | 1.551 | 133 |
| 1966 | 1.815 | 156 |
| 1967 | 1.994 | 172 |
| 1968 | 3.681 | 315 |
| 1969 | 4.437 | 382 |

(1) Millions de francs.

Cette progression trouve son explication dans deux éléments principaux : le développement des composants électroniques (C.A. 1,1 milliard en 1968) et la mise en route et l'accroissement de la fabrication des ordinateurs. Il faut noter ici que les ordinateurs sortent du cadre de l'étude.

Il faut également considérer deux facteurs qui jouent un rôle dans l'évolution du sous-secteur :

- L'accroissement soudain du chiffre d'affaires dans les dernières années de la période considérée ne se justifie pas par une augmentation des commandes du marché national, mais surtout par celle des commandes provenant de l'étranger, ce qui rend le sous-secteur plus fragile au mouvement international des affaires.
- Cet accroissement trouve également son origine dans l'implantation de firmes étrangères sur le marché belge. Les industries belges ou établies en Belgique depuis longtemps se sont efforcées de diversifier leurs fabrications et d'entreprendre des productions plus évoluées mais les progrès enregistrés n'ont pas atteint les espérances par suite, notamment, des déficiences du marché.

TELECOMMUNICATIONS

La production de matériel téléphonique est traditionnelle en Belgique et son importance dans le sous-secteur des télécommunications est bien connue.

Il faut dans ce domaine noter une assez grande stabilité de la production pendant plusieurs années et notamment de 1963 à 1969. L'explication de ce plafonnement de l'activité se trouve notamment dans le fait que l'automatisation du réseau belge des télécommunications est achevé. Dans ces conditions le marché national ne peut assurer un débouché régulièrement en expansion pour les produits. Il apparaît cependant que le sous-secteur a pris toutes les mesures nécessaires avec succès permettant de compenser sur les marchés internationaux la perte enregistrée sur le marché belge.

PERSONNES OCCUPEES

Dans ce sous-secteur, on dénombrait en 1959 sept firmes occupant environ 13.000 personnes.

En 1967, on en relève 13 totalisant environ 19.000 personnes. Il y a donc un accroissement de 6 entreprises. Il faut noter que seules trois firmes ont été créées et se classent dans la catégorie : moins de 50 ouvriers. Les trois autres entreprises existaient déjà en 1959.

Le tableau suivant a pour objet l'évolution du nombre d'entreprises par classes de grandeur.

Il faut noter que les entreprises de plus de 100 personnes tendent à accroître leur personnel et leur potentiel de production. Les petites entreprises restent néanmoins assez stables étant donné leur spécialisation professionnelle.

PERSONNES OCCUPEES

| Classes de grandeur suivant l'effectif | 1959 | 1965 |
|--|------|------|
| + 10.000 | - | 1 |
| 1.000 - 9.999 | 2 | 3 |
| 500 - 999 | 2 | 1 |
| 100 - 499 | 2 | 2 |
| 50 - 99 | 1 | 1 |
| 10 - 49 | - | 3 |
| - 10 | - | 2 |
| TOTAL | 7 | 19 |

CHIFFRE D'AFFAIRES

Ce secteur peut être considéré comme très solide. Cette solidité n'est pas uniquement réelle en ce qui concerne la structure du sous-secteur, elle l'est également du côté de la production, du chiffre d'affaires et de la productivité.

Depuis 1962, la valeur de la production des télécommunications a évolué de la manière suivante :

| Années | Valeur de la production(1) | Indice |
|--------|----------------------------|--------|
| 1962 | 3.210 | 100 |
| 1963 | 4.857 | 152 |
| 1964 | 5.040 | 157 |
| 1965 | 5.638 | 176 |
| 1966 | 5.632 | 176 |
| 1967 | 6.276 | 195 |
| 1968 | 5.565 | 175 |
| 1969 | 6.306 | 196 |

(1) Millions de francs.

La rapidité de l'évolution technologique, la nécessité de lourds investissements en hommes et en équipements, le coût de la recherche exigent que des accords soient recherchés à l'intérieur de la C.E.E.

Il se manifeste une tendance réelle de rapprochement; la plupart des entreprises belges font partie de groupes plus vastes, ou ont, tout au moins, des relations avec eux.

BIENS DE CONSOMMATION

APPAREILS ELECTRO-DOMESTIQUES

En Belgique, ce secteur a connu une expansion sans précédent du fait surtout de l'élévation du standard de vie et du coût réduit du courant électrique.

Toutefois, ce sous-secteur est en régression par rapport aux concurrents étrangers. Ce mouvement n'est pas dû à une qualité inférieure de la production, mais à une insuffisance de son volume.

Grâce à la dimension de leur marché national, les producteurs étrangers sont mieux à même de créer de larges complexes de production dont les conditions de vente dues à la grande série déforcent la position de nos producteurs sur leur propre marché national.

Il faut noter que la régression de la production nationale d'appareils électro-domestiques a été compensée dans une large mesure par l'importation d'appareils recevant en Belgique un complément de parachèvement.

Cette façon d'agir avait pour résultat de commercialiser en Belgique un ensemble d'appareils dont le prix de revient national était devenu beaucoup trop élevé en raison de l'étroitesse du marché et de la hausse des salaires de production.

PERSONNES OCCUPEES

En tenant compte de l'inclusion en 1960 des machines à laver dans les appareils électroménagers, et de nouvelles fabrications (machines à repasser, à laver la vaisselle), on arrive en 1965 à un chiffre total de 30 fabricants. Ce chiffre est élevé, d'autant plus que la plupart des entreprises ont moins de 50 personnes occupées, et ne font état d'aucune rationalisation entre elles.

Le tableau ci-dessous compare l'effectif du sous-secteur en 1959 et 1965.

PERSONNES OCCUPEES

| Classes de grandeur suivant l'effectif. | 1959 | 1962 |
|--|------|------|
| + 500 | - | 1 |
| 100-499 | 5 | 4 |
| 50- 99 | 2 | 7 |
| 10- 49 | 8 | 12 |
| - 10 | - | 6 |
| TOTAL | 15 | 30 |

Les entreprises belges dont celles de - 50 personnes représentant 60 % du total, semblent nettement défavorisées par rapport aux entreprises beaucoup plus grandes de certains pays de la C.E.E.

Il faut cependant noter que des unités de production de taille aussi modeste, recherchent peu un rapprochement industriel.

Il est clair que dans ce sous-secteur, le personnel occupé ne doit pas être nécessairement important parce que l'essentiel des opérations élémentaires d'assemblage peut être mécanisé, cependant, on remarque plusieurs unités de production qui en sont restées au stade artisanal que la production soit concentrée ou diversifiée.

Le personnel occupé est passé de 100 en 1955 à 2.020 en 1965. Cet accroissement est considérable, justifié par les nouveaux venus sur le marché, mais également du fait que des matériels nouveaux sont aujourd'hui inclus dans le sous-secteur.

CHIFFRE D'AFFAIRES

La tendance reste orientée vers la hausse, bien que ces chiffres soient trop influencés par la nouvelle organisation du sous-secteur pour en tirer des conclusions suffisantes.

CHIFFRE D'AFFAIRES

| Années | Chiffre d'affaires(1) | Indice |
|--------|-----------------------|--------|
| 1960 | 489 | 100 |
| - | - | - |
| - | - | - |
| 1963 | 575 | 117 |
| - | - | - |
| 1965 | 833 | 170 |

(1) Millions de francs.

Il faut noter une tendance à l'assainissement du sous-secteur des appareils électro-domestiques, si l'on considère la réduction du nombre de fabricants suivante :

| Type de production | Unité de production | |
|--------------------------|---------------------|------|
| | 1959 | 1965 |
| Appareils de chauffage | 12 | 9 |
| Chauffes-eau électriques | 7 | 4 |
| Mixers et moulins à café | 8 | 9 |
| Fers à repasser | 6 | 4 |
| TOTAL | 33 | 26 |

Les séries de fabrication sont trop petites et de ce fait, la rentabilité des entreprises trop faibles pour offrir des débouchés suffisants pour des efforts de rationalisation et de spécialisation, offrant aux firmes ou aux départements de moyenne importance, une possibilité de maintien sur le marché.

RADIO ET TELEVISION.

Pendant la période considérée, le marché de la radio et de la télévision a bénéficié d'une expansion considérable.

PERSONNES OCCUPEES.

Le secteur est devenu moins encombré au cours des dernières années. On comptait en effet en 1959, 28 usines occupant près de 8.000 personnes; en 1965, on en dénombre 21, pour un effectif total de 15 personnes environ.

L'évolution des personnes occupées est caractérisée par un accroissement de celui des grosses entreprises et par la disparition des unités de production de faible dimension.

PERSONNES OCCUPEES

| Classes de grandeur suivant personnes occupées | 1959 | 1965 |
|---|------|------|
| + 1.000 | 1 | 3 |
| 500 - 9.999 | 2 | 2 |
| 100 - 499 | 7 | 6 |
| 50 - 99 | 7 | 2 |
| 10 - 49 | 7 | 6 |
| - 10 | 4 | 2 |
| TOTAL | 28 | 21 |

L'on admet aisément la diversification du sous-secteur de la radio et de la télévision, qui comprend les entreprises de grande taille et les petites unités de fabrication artisanales.

Cependant, les entreprises de faible importance sont en régression passant en 1959 de 64 % de l'ensemble à moins de 50 % en 1965.

Cette élimination est probablement due à la régression des barrières douanières dans la C.E.E.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du sous-secteur est en constante expansion et se situe à un niveau très favorable, en comparaison avec les autres sous-secteurs de la construction électrique belge.

| Années | Chiffre d'affaires (1) | Indice |
|--------|------------------------|--------|
| 1960 | 3.491 | 100 |
| - | - | - |
| - | - | - |
| 1963 | 4.754 | 135 |
| - | - | - |
| 1965 | 6.591 | 195 |

(1) Millions de francs.

Il faut cependant noter que le chiffre d'affaires est probablement surestimé car il tient compte à plusieurs reprises des mêmes valeurs suivant que certaines pièces détachées sont déclarées comme telles puis comme valeur incluse dans un sous-ensemble et enfin comme valeur incorporée dans l'appareil complet.

ANALYSE DES ENTREPRISES

LES PLUS IMPORTANTES

PART ABSOLUE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

Les tableaux qui suivent ont pour objet de mettre en évidence non seulement l'évolution de la part absolue prise par les entreprises les plus importantes du sous-secteur, mais également la variation de la position individuelle de chaque entreprise par rapport aux autres.

Nous nous sommes attachés à la définition de la part des 2, 4, 8, 10, 12, 20, 21 et 23 premières entreprises suivant les variables :

- personnes occupées,
- rémunérations salariales brutes,
- chiffre d'affaires,
- résultats nets,
- cash flow,
- capitaux propres,
- investissements bruts.

PERSONNES OCCUPEES.

49.-

| ENTREPRISES PAR ORDRE D'IMPORTANCE. | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
|-------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 | 1) 11.600 | 1) 11.600 | 1) 11.600 | 1) 11.600 | 1) 11.600 | 1) 13.000 | 1) 13.000 | 2) 13.000 |
| 2 | 2) 10.000 | 2) 10.000 | 2) 10.000 | 2) 10.000 | 2) 10.000 | 2) 11.000 | 2) 12.000 | 1) 12.000 |
| TOTAL 1-2 | 21.600 | 21.600 | 21.600 | 21.600 | 21.600 | 24.000 | 25.000 | 25.000 |
| 3 | 3) 4.000 | 4) 4.200 | 4) 4.600 | 4) 4.900 | 4) 5.200 | 4) 5.200 | 4) 5.000 | 4) 4.300 |
| 4 | 4) 3.500 | 3) 3.500 | 3) 3.000 | 3) 2.500 | 7) 2.600 | 7) 2.600 | 7) 2.600 | 7) 2.600 |
| TOTAL 1-4 | 29.100 | 29.300 | 29.200 | 29.000 | 29.400 | 31.800 | 32.600 | 31.900 |
| 5 | 5) 1.800 | 5) 1.900 | 5) 1.900 | 7) 2.000 | 3) 2.000 | 5) 2.000 | 5) 2.000 | 5) 2.000 |
| 6 | 6) 1.500 | 6) 1.500 | 6) 1.500 | 5) 1.900 | 5) 2.000 | 3) 1.500 | 8) 1.000 | 8) 1.100 |
| 7 | 7) 1.200 | 7) 1.400 | 7) 1.400 | 6) 1.500 | 6) 1.500 | 8) 1.100 | 3) 1.000 | 9) 950 |
| 8 | 8) 1.100 | 8) 1.100 | 8) 1.100 | 8) 1.100 | 8) 1.200 | 6) 750 | 6) 750 | 6) 750 |
| TOTAL 1-8 | 34.700 | 35.200 | 35.100 | 35.500 | 36.100 | 37.150 | 37.450 | 36.700 |
| 9 | 9) 600 | 9) 650 | 9) 750 | 9) 750 | 9) 750 | 9) 750 | 9) 750 | 8) 500 |
| 10 | 10) 400 | 10) 400 | 10) 400 | 12) 450 | 12) 500 | 12) 500 | 12) 500 | 12) 500 |
| TOTAL 1-10 | 35.700 | 36.250 | 36.250 | 36.700 | 37.350 | 38.400 | 38.700 | 37.700 |
| 11 | 11) 300 | 11) 300 | 12) 400 | 10) 400 | 10) 400 | 10) 400 | 10) 400 | 10) 400 |
| 12 | 12) 200 | 12) 300 | 11) 300 | 11) 300 | 11) 300 | 11) 300 | 11) 300 | 11) 300 |
| TOTAL 1-12 | 36.200 | 36.850 | 36.950 | 37.400 | 38.050 | 39.100 | 39.400 | 38.400 |
| 13 | 13) 125 | 17) 140 | 17) 160 | 17) 200 | 17) 200 | 17) 200 | 17) 200 | 17) 200 |
| 14 | 14) 125 | 13) 125 | 13) 125 | 13) 125 | 13) 125 | 13) 125 | 14) 150 | 13) 150 |
| 15 | 15) 120 | 14) 125 | 14) 125 | 14) 125 | 14) 125 | 14) 125 | 13) 125 | 15) 150 |
| 16 | 16) 120 | 15) 120 | 15) 120 | 15) 120 | 15) 120 | 15) 120 | 15) 125 | 14) 125 |
| 17 | 17) 100 | 16) 120 | 16) 120 | 16) 120 | 16) 120 | 16) 120 | 16) 120 | 16) 120 |
| 18 | 18) 100 | 18) 100 | 18) 100 | 18) 100 | 18) 100 | 18) 100 | 18) 100 | 18) 100 |
| 19 | 19) 50 | 19) 50 | 19) 50 | 19) 53 | 19) 65 | 19) 73 | 19) 73 | 19) 87 |
| 20 | 20) 50 | 20) 50 | 20) 50 | 20) 50 | 20) 50 | 20) 50 | 20) 50 | 20) 50 |
| TOTAL 1-20 | 36.990 | 37.680 | 37.800 | 38.293 | 38.955 | 40.013 | 40.343 | 39.382 |
| 21 | 21) 30 | 21) 30 | 21) 30 | 21) 30 | 21) 30 | 21) 30 | 21) 30 | 21) 30 |
| TOTAL 1-21 | 37.020 | 37.710 | 37.830 | 38.323 | 38.985 | 40.043 | 40.373 | 39.412 |
| SOLDE | 1.480 | 1.290 | 2.170 | 2.677 | 1.515 | 1.457 | 1.127 | 1.588 |
| TOTAL | 38.500 | 39.000 | 40.000 | 41.000 | 40.500 | 41.500 | 41.500 | 41.000 |

REMUNERATIONS SALARIALES BRUTES (Millions de francs)

50.-

| ENTREPRISES PAR ORDRE D'IMPOR- TANCE | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1 | 1) 1.368 | 1) 1.473 | 1) 1.624 | 1) 1.810 | 1) 1.960 | 1) 2.366 | 1) 2.496 | 2) 2.665 |
| 2 | 2) 1.118 | 2) 1.270 | 2) 1.400 | 2) 1.560 | 2) 1.690 | 2) 2.000 | 2) 2.304 | 1) 2.460 |
| TOTAL 1-2 | 2.486 | 2.743 | 3.024 | 3.370 | 3.650 | 4.366 | 4.800 | 5.125 |
| 3 | 3) 472 | 4) 533 | 4) 644 | 4) 764 | 4) 878 | 4) 946 | 4) 960 | 4) 881 |
| 4 | 4) 413 | 3) 444 | 3) 420 | 3) 390 | 7) 439 | 7) 473 | 7) 500 | 7) 533 |
| TOTAL 1-4 | 3.371 | 3.720 | 4.088 | 4.524 | 4.967 | 5.785 | 6.260 | 6.539 |
| 5 | 5) 212 | 5) 241 | 5) 266 | 7) 312 | 3) 338 | 5) 364 | 5) 384 | 5) 410 |
| 6 | 6) 177 | 6) 190 | 6) 210 | 5) 296 | 5) 338 | 3) 273 | 8) 211 | 8) 225 |
| 7 | 7) 141 | 7) 177 | 7) 196 | 6) 234 | 6) 254 | 8) 200 | 3) 192 | 9) 194 |
| 8 | 8) 130 | 8) 139 | 8) 140 | 8) 171 | 8) 203 | 6) 136 | 6) 144 | 6) 153 |
| TOTAL 1-8 | 4.031 | 4.467 | 4.900 | 5.537 | 6.100 | 6.758 | 7.191 | 7.521 |
| 9 | 9) 71 | 9) 83 | 9) 105 | 9) 117 | 9) 127 | 9) 136 | 9) 144 | 3) 102 |
| 10 | 10) 47 | 10) 51 | 10) 56 | 10) 70 | 10) 85 | 10) 91 | 10) 96 | 10) 102 |
| TOTAL 1-10 | 4.149 | 4.601 | 5.061 | 5.724 | 6.312 | 6.985 | 7.431 | 7.725 |
| 11 | 11) 35 | 11) 38 | 12) 56 | 10) 62 | 10) 68 | 10) 73 | 10) 77 | 10) 82 |
| 12 | 12) 24 | 12) 38 | 11) 42 | 11) 47 | 11) 51 | 11) 55 | 11) 58 | 11) 62 |
| TOTAL 1-12 | 4.208 | 4.677 | 5.159 | 5.833 | 6.431 | 7.113 | 7.566 | 7.869 |
| 13 | 13) 15 | 17) 18 | 17) 23 | 17) 31 | 17) 34 | 17) 36 | 17) 39 | 17) 41 |
| 14 | 14) 15 | 13) 16 | 13) 18 | 13) 22 | 13) 22 | 13) 23 | 14) 29 | 13) 31 |
| 15 | 15) 14 | 14) 16 | 14) 18 | 14) 20 | 14) 22 | 14) 23 | 13) 24 | 15) 31 |
| 16 | 16) 14 | 15) 15 | 15) 17 | 15) 19 | 15) 21 | 15) 22 | 15) 24 | 14) 26 |
| 17 | 17) 12 | 16) 15 | 16) 17 | 16) 19 | 16) 21 | 16) 22 | 16) 23 | 16) 25 |
| 18 | 18) 12 | 18) 13 | 18) 14 | 18) 16 | 18) 17 | 18) 19 | 18) 19 | 18) 21 |
| 19 | 19) 6 | 19) 7 | 19) 7 | 19) 8 | 19) 11 | 19) 13 | 19) 14 | 19) 18 |
| 20 | 20) 6 | 20) 7 | 20) 7 | 20) 8 | 20) 8 | 20) 10 | 20) 10 | 20) 10 |
| TOTAL 1-20 | 4.302 | 4.784 | 5.280 | 5.976 | 6.587 | 7.281 | 7.748 | 8.072 |
| 21 | 21) 4 | 21) 4 | 21) 5 | 21) 6 | 21) 7 | 21) 8 | 21) 9 | 21) 9 |
| TOTAL 1-21 | 4.306 | 4.788 | 5.285 | 5.982 | 6.594 | 7.289 | 7.757 | 8.081 |
| Solde | 175 | 163 | 304 | 418 | 256 | 265 | 216 | 240 |
| TOTAL Sect | 4.481 | 4.951 | 5.589 | 6.400 | 6.850 | 7.554 | 7.973 | 8.321 |

CHIFFRE D'AFFAIRES (Millions de francs).

51.-

| ENTREPRISES PAR ORDRE D'IMPORTAN- CE. | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
|--|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| 1 | 1) 5.220 | 1) 5.800 | 1) 6.380 | 1) 6.960 | 1) 7.134 | 1) 8.710 | 1) 9.360 | 2) 10.660 |
| 2 | 2) 4.500 | 2) 5.000 | 2) 5.500 | 2) 6.000 | 2) 6.150 | 2) 7.370 | 2) 8.640 | 1) 9.840 |
| 3 | 3) 1.800 | 4) 2.100 | 2) 2.530 | 4) 2.940 | 4) 3.198 | 4) 3.484 | 4) 3.600 | 4) 3.526 |
| 4 | 4) 1.575 | 3) 1.750 | 3) 1.650 | 3) 1.500 | 7) 1.599 | 7) 1.742 | 7) 1.872 | 7) 2.132 |
| TOTAL 1-4 | 13.095 | 14.650 | 16.060 | 17.400 | 18.081 | 21.306 | 23.472 | 26.158 |
| 5 | 5) 810 | 5) 850 | 5) 1.045 | 7) 1.200 | 3) 1.230 | 5) 1.340 | 5) 1.440 | 5) 1.640 |
| 6 | 6) 675 | 6) 750 | 6) 825 | 5) 1.140 | 5) 1.230 | 3) 1.139 | 8) 792 | 8) 902 |
| 7 | 7) 660 | 7) 700 | 7) 770 | 6) 900 | 6) 922 | 8) 737 | 3) 720 | 9) 779 |
| 8 | 8) 495 | 8) 550 | 8) 605 | 8) 660 | 8) 738 | 6) 503 | 6) 540 | 6) 615 |
| TOTAL 1-8 | 15.735 | 17.500 | 19.305 | 21.300 | 22.201 | 25.024 | 26.964 | 30.094 |
| 9 | 9) 270 | 9) 325 | 9) 413 | 9) 450 | 9) 461 | 9) 502 | 9) 540 | 9) 410 |
| 10 | 10) 180 | 10) 200 | 10) 220 | 12) 270 | 12) 308 | 12) 335 | 12) 360 | 12) 410 |
| TOTAL 1-10 | 16.185 | 18.025 | 19.938 | 22.020 | 22.970 | 25.862 | 27.864 | 30.914 |
| 11 | 11) 135 | 11) 150 | 12) 220 | 10) 240 | 10) 246 | 10) 268 | 10) 288 | 10) 328 |
| 12 | 12) 90 | 12) 150 | 11) 165 | 11) 180 | 11) 184 | 11) 201 | 11) 216 | 11) 246 |
| TOTAL 1-12 | 16.410 | 18.325 | 20.323 | 22.440 | 23.400 | 26.331 | 28.368 | 31.488 |
| 13 | 13) 56 | 17) 70 | 17) 88 | 17) 120 | 17) 123 | 17) 134 | 17) 144 | 17) 164 |
| 14 | 14) 56 | 13) 63 | 13) 69 | 13) 75 | 13) 77 | 13) 84 | 14) 108 | 13) 123 |
| 15 | 15) 54 | 14) 63 | 14) 69 | 14) 75 | 14) 77 | 14) 84 | 13) 90 | 15) 123 |
| 16 | 16) 54 | 15) 60 | 15) 66 | 15) 72 | 15) 74 | 15) 80 | 15) 90 | 14) 103 |
| 17 | 17) 45 | 16) 60 | 16) 66 | 16) 72 | 16) 74 | 16) 80 | 16) 86 | 16) 98 |
| 18 | 18) 45 | 18) 50 | 18) 55 | 18) 60 | 18) 62 | 18) 67 | 18) 72 | 18) 82 |
| 19 | 19) 23 | 19) 25 | 19) 23 | 19) 32 | 19) 40 | 19) 49 | 19) 53 | 19) 72 |
| 20 | 20) 23 | 20) 25 | 20) 23 | 20) 30 | 20) 31 | 20) 34 | 20) 43 | 20) 41 |
| TOTAL 1-20 | 16.766 | 18.741 | 20.782 | 22.976 | 23.998 | 26.943 | 29.054 | 32.294 |
| 21 | 21) 14 | 21) 15 | 21) 17 | 21) 18 | 21) 20 | 21) 21 | 21) 22 | 21) 25 |
| TOTAL 1-21 | 16.780 | 18.756 | 20.799 | 22.994 | 24.018 | 26.964 | 29.076 | 32.319 |
| SOLDE | 666 | 645 | 1.194 | 1.606 | 932 | 1.036 | 811 | 1.762 |
| TOTAL SECT. | 17.446 | 19.401 | 21.993 | 24.600 | 24.950 | 28.000 | 29.887 | 34.081 |

RESULTATS NETS (Millions de francs)

| ENTREPRISES PAR ORDRE D'IMPORTAN- CE. | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
|---|------------|------------|--------------------|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| 1 | 1) 161.768 | 2) 161.417 | 2) 219.148 | 2) 250.231 | 1) 280.552 | 1) 285.516 | 1) 295.491 | 1) 307.912 |
| 2 | 2) 157.850 | 3) 82.636 | 1) 154.650 | 1) 205.361 | 2) 231.616 | 2) 246.971 | 2) 272.636 | 2) 292.825 |
| TOTAL 1-2 | 319.618 | 244.053 | 373.798 | 455.592 | 512.168 | 532.487 | 568.135 | 600.737 |
| 3 | 3) 70.792 | 3) 33.352 | 3) 151.929 | 3) 151.160 | 3) 97.940 | 3) 73.071 | 3) 126.425 | 3) 139.946 |
| 4 | 4) 27.851 | 4) 27.278 | 4) 35.674 | 4) 55.043 | 4) 45.531 | 6) 65.963 | 6) 73.250 | 6) 83.146 |
| TOTAL 1-4 | 418.261 | 304.683 | 561.401 | 661.795 | 655.639 | 671.521 | 767.810 | 823.829 |
| 5 | 5) 25.000 | 5) 20.000 | 12) 27.720 | 12) 38.274 | 4) 38.758 | 5) 40.000 | 4) 45.397 | 5) 42.632 |
| 6 | 6) 19.941 | 6) 19.306 | 5) 22.000 | 6) 30.777 | 6) 35.639 | 4) 32.001 | 12) 32.076 | 12) 31.222 |
| 7 | 7) 15.874 | 12) 19.149 | 6) 21.489 | 5) 30.000 | 5) 22.000 | 12) 20.948 | 9) 23.031 | 9) 22.016 |
| 8 | 8) 10.027 | 7) 17.782 | 9) 15.170 | 9) 17.254 | 9) 17.216 | 9) 14.461 | 10) 11.324 | 8) 15.335 |
| TOTAL 1-8 | 489.103 | 380.920 | 647.780 | 778.100 | 769.252 | 778.931 | 879.638 | 935.034 |
| 9 | 9) 8.490 | 9) 9.550 | 7) 12.096 | 10) 7.917 | 8) 3.356 | 5) 13.000 | 7) 10.045 | 10) 11.329 |
| 10 | 10) 6.718 | 11) 8.563 | 11) 8.187 | 11) 5.654 | 13) 3.291 | 10) 7.621 | 8) 7.904 | 13) 7.752 |
| TOTAL 1-10 | 504.311 | 399.033 | 668.063 | 791.671 | 775.899 | 799.552 | 897.587 | 954.115 |
| 11 | 11) 4.684 | 8) 7.810 | 8) 7.658 | 20) 2.654 | 16) 2.148 | 8) 4.275 | 13) 6.435 | 16) 4.437 |
| 12 | 12) 2.769 | 16) 7.217 | 10) 4.107 | 16) 2.377 | 10) 1.809 | 13) 4.024 | 16) 4.015 | 7) 3.956 |
| TOTAL 1-12 | 511.764 | 414.060 | 679.828 | 796.702 | 779.856 | 807.851 | 908.037 | 962.508 |
| 13 | 13) 1.873 | 13) 1.654 | 16) 2.504 | 13) 2.103 | 22) 702 | 20) 3.986 | 11) 3.552 | 20) 2.215 |
| 14 | 14) 1.284 | 20) 1.594 | 20) 2.285 | 8) 1.084 | 20) 684 | 11) 2.878 | 20) 1.101 | 11) 1.446 |
| 15 | 15) 130 | 22) 382 | 13) 1.909 | 22) 607 | 17) 107 | 16) 2.262 | 14) 202 | 21) 640 |
| 16 | 16) 115 | 17) 205 | 22) 530 | 17) 159 | 14) 105 | 21) 296 | 21) 121 | 17) 202 |
| 17 | 17) 98 | 10) 170 | 15) 290 | 19) 50 | 19) 100 | 19) 278 | 17) 8 | 14) 190 |
| 18 | 18) 94 | 21) 124 | 17) 168 | 24) 36 | 24) 38 | 17) 215 | 24) 6 | 19) 133 |
| 19 | 19) 49 | 15) 78 | 21) 111 | 21) -177 | 21) 30 | 14) 116 | 23) -86 | 24) 76 |
| 20 | 20) 43 | 24) 27 | 24) 30 | 14) -282 | 23) -289 | 24) 40 | 19) -691 | 23) -1.904 |
| TOTAL 1-20 | 515.450 | 418.294 | 687.655 | 800.282 | 781.327 | 817.922 | 912.250 | 965.506 |
| 21 | 21) 25 | 19) -167 | 19) -219 | 23) -318 | 15) -1.259 | 22) 0.0 | 15) -2.600 | 15) -3.087 |
| 22 | 22) -172 | 23) -267 | 23) -318 | 15) -577 | 11) -2.492 | 25) -1.299 | 22) -3.693 | 22) -3.280 |
| 23 | 23) -832 | 14) -1.426 | 14) -379 | 7) -98.290 | 7) -63.392 | 15) -2.236 | 3) -28.000 | 5) -74.000 |
| I. RESULTATS NETS (1-23) | 515.475 | 418.354 | 687.655 | 800.741 | 781.622 | 817.922 | 913.027 | 967.410 |
| II. PERTES NETTES | 1.004 | 1.920 | 916 | 99.644 | 67.438 | 3.535 | 35.070 | 82.271 |
| III. TOTAL (1-23) | 514.471 | 416.434 | 686.739 | 701.097 | 714.184 | 814.387 | 877.957 | 885.139 |
| IV. SOLDE DES ENTREPRISES (1) | 25.000 | 20.800 | 34.300 | 35.000 | 35.700 | 40.700 | 43.800 | 44.200 |
| V. TOTAL DU SECTEUR | 539.471 | 437.234 | 721.039 | 736.097 | 749.884 | 855.087 | 921.757 | 929.339 |
| VI. RESULTATS NETS DU SECTEUR (I + IV) | 540.475 | 439.154 | 721.955 | 835.741 | 817.322 | 858.622 | 956.827 | 1.011.610 |
| (1) Estimé | à 5 % du | montant | des résultats nets | des entreprises | (1-23). | | | |

| ENTREPRISES PAR ORDRE D'IMPORTAN- CE. | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
|--|----------|---|----------|-----------|-----------|----------|----------|----------|
| 1 | 1) 275,2 | 1) 292,6 | 1) 420,9 | 1) 440,6 | 1) 444,2 | 1) 448,9 | 1) 501,1 | 1) 553,5 |
| 2 | 2) 220,4 | 3) 188,3 | 3) 276,9 | 2) 262,9 | 2) 346,1 | 2) 373,1 | 2) 463,7 | 2) 444,7 |
| TOTAL 1-2 | 495,6 | 480,9 | 697,8 | 703,5 | 790,3 | 822,0 | 964,8 | 998,2 |
| 3 | 3) 152,2 | 2) 94,0 | 2) 216,9 | 3) 256,4 | 3) 198,8 | 3) 172,0 | 3) 225,0 | 3) 241,9 |
| 4 | 4) 56,0 | 4) 50,0 | 8) 63,0 | 8) 77,7 | 8) 89,8 | 7) 80,9 | 7) 90,3 | 7) 104,1 |
| TOTAL 1-4 | 703,8 | 624,9 | 977,7 | 1.037,6 | 1.078,9 | 1.074,9 | 1.280,1 | 1.344,2 |
| 5 | 5) 38,9 | 8) 43,7 | 5) 51,5 | 4) 74,0 | 5) 57,9 | 8) 79,9 | 8) 86,4 | 8) 89,4 |
| 6 | 6) 36,0 | 5) 39,5 | 4) 48,0 | 5) 71,6 | 6) 52,9 | 5) 60,0 | 5) 66,3 | 6) 76,1 |
| 7 | 7) 33,6 | 6) 35,4 | 23) 44,6 | 7) 45,2 | 4) 50,0 | 6) 58,9 | 6) 54,4 | 5) 70,2 |
| 8 | 8) 21,3 | 23) 30,7 | 6) 41,0 | 6) 38,7 | 7) 49,4 | 4) 36,0 | 23) 15,1 | 9) 22,6 |
| TOTAL 1-8 | 833,6 | 774,2 | 1.162,8 | 1.267,1 | 1.289,1 | 1.309,7 | 1.502,3 | 1.602,5 |
| 9 | 9) 19,1 | 7) 22,2 | 7) 25,4 | 10) 12,4 | 9) 9,0 | 23) 21,4 | 9) 13,7 | 11) 13,2 |
| 10 | 10) 7,0 | 9) 11,9 | 9) 12,6 | 11) 7,9 | 12) 6,4 | 9) 11,9 | 11) 11,3 | 14) 9,2 |
| TOTAL 1-10 | 859,7 | 808,3 | 1.200,8 | 1.287,4 | 1.304,5 | 1.343,0 | 1.527,3 | 1.624,9 |
| 11 | 11) 6,7 | 10) 11,4 | 10) 11,6 | 12) 7,1 | 14) 4,2 | 11) 7,6 | 12) 8,5 | 23) 8,2 |
| 12 | 12) 6,0 | 12) 6,0 | 12) 8,1 | 9) 3,7 | 11) 1,8 | 12) 6,1 | 14) 7,9 | 10) 6,2 |
| TOTAL 1-12 | 872,4 | 825,7 | 1.220,5 | 1.298,2 | 1.310,5 | 1.356,7 | 1.543,7 | 1.639,5 |
| 13 | 13) 1,8 | 14) 2,1 | 11) 4,1 | 14) 2,7 | 15) 1,7 | 14) 5,1 | 10) 6,5 | 12) 5,2 |
| 14 | 14) 1,7 | 16) 1,3 | 14) 2,4 | 18) 2,6 | 22) 0,9 | 10) 4,5 | 22) 3,3 | 16) 4,4 |
| 15 | 15) 0,8 | 13) 1,1 | 18) 2,2 | 16) 1,4 | 16) 0,9 | 13) 3,8 | 16) 3,0 | 22) 3,5 |
| 16 | 16) 0,5 | 15) 0,9 | 16) 1,6 | 15) 1,3 | 17) 0,6 | 15) 1,7 | 17) 1,1 | 18) 2,2 |
| 17 | 17) 0,4 | 17) 0,5 | 13) 1,5 | 13) 0,9 | 18) 0,6 | 17) 1,6 | 18) 1,1 | 17) 1,8 |
| 18 | 18) 0,3 | 20) 0,3 | 15) 1,1 | 22) 0,8 | 10) 0,4 | 16) 1,1 | 19) 0,5 | 20) 0,2 |
| 19 | 19) 0,3 | 18) 0,2 | 22) 0,6 | 17) 0,6 | 13) 0,2 | 22) 0,7 | 21) 0,3 | 31) 0,1 |
| 20 | 20) 0,2 | 11) 0,1 | 17) 0,4 | 20) 0,2 | 20) 0,2 | 21) 0,4 | 20) 0,1 | 13) -0,4 |
| TOTAL 1-20 | 878,4 | 832,0 | 1.234,4 | 1.308,7 | 1.316,0 | 1.375,6 | 1.559,6 | 1.656,3 |
| 21 | 21) 0,1 | 21) 0,1 | 20) 0,2 | 31) 0,2 | 21) 0,2 | 20) 0,2 | 15) -2,5 | 19) -1,9 |
| 22 | 22) -0,8 | 19) 0,0 | 21) 0,1 | 19) -0,2 | 19) 0,0 | 18) 0,1 | 13) -2,6 | 15) -2,2 |
| 23 | 23) -7,2 | 22) -0,5 | 19) -0,1 | 23) -87,4 | 23) -63,3 | 19) -1,8 | 4) -4,0 | 4) -56,0 |
| I. VALEUR POSITIVE (1-23) | 878,5 | 832,3 | 1.234,7 | 1.308,9 | 1.316,2 | 1.375,9 | 1.559,6 | 1.656,7 |
| II. VALEUR NEGATIVE | 8,0 | 0,5 | 0,1 | 87,6 | 63,3 | 1,8 | 5,1 | 60,5 |
| III. CASH- FLOW 1-23 | 870,5 | 831,8 | 1.234,6 | 1.221,3 | 1.252,9 | 1.374,1 | 1.554,5 | 1.596,2 |
| IV. SOLDE DES ENTRE- PRISES (1) | 43,5 | 41,5 | 60,0 | 65,0 | 65,0 | 65,0 | 75,0 | 80,0 |
| V. TOTAL DU SECTEUR | 914,0 | 873,1 | 1.294,6 | 1.486,3 | 1.317,9 | 1.639,1 | 1.629,5 | 1.970,2 |
| VI. CASH- FLOW DU SECTEUR (I+IV) | 922,0 | 873,8 | 1.294,7 | 1.373,9 | 1.381,2 | 1.440,9 | 1.634,6 | 1.736,7 |
| | (1) | Estimé à 5 % du montant des résultats nets des entreprises (1-23) | | | | | | |

PART RELATIVE DES ENTREPRISES LES PLUS IMPORTANTES

Les tableaux suivants ont pour objet de faire apparaître l'évolution de la part relative des entreprises par ordre d'importance.

Il est bien entendu que ces résultats sont obtenus sur base des renseignements disponibles en valeur absolue.

En ce qui concerne l'analyse de la part relative des entreprises les plus importantes du sous-secteur qui se rapporte aux "variables financières", notons que le pourcentage le plus élevé ne correspond pas nécessairement à l'ordre d'importance 1-23.

Ceci est dû au fait que certains chiffres sont négatifs comme il a été dit antérieurement.

IMPORTATIONS - EXPORTATIONS TOTALES
DANS LA C.E.E. ET PAR PAYS MEMBRE
DE LA C.E.E.

REMARQUE PREALABLE.

Les statistiques du commerce extérieur du matériel électrique restent sujettes à caution et peuvent présenter des divergences avec les chiffres d'affaires du secteur pour les raisons suivantes :

1. L'origine des chiffres du commerce extérieur est totalement différente de celle des données sectorielles.

En effet, les chiffres tiennent toujours compte de la nature du produit sans considérer la classification statistique du producteur.

2. En outre, ces données concernent en réalité l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
3. Il faut enfin avoir à l'esprit que ces statistiques tiennent compte du négoce pur.

EXPORTATIONS

Nous avons déjà signalé que la Belgique exporte environ 50 % de la production nationale, dont la majeure partie est destinée aux pays de la C.E.E.

L'exportation joue donc un rôle important dans le secteur de la construction électrique.

Les exportations progressent régulièrement pendant la période, bien que l'orientation très poussée des ventes vers les pays de la C.E.E. puisse présenter de très sérieux dangers : tous ces pays disposent d'une forte industrie capable de satisfaire la quasi totalité de leurs besoins intérieurs. A moins d'être déjà fortement implantés, la moindre secousse ou le moindre ralentissement de la conjoncture risque d'éliminer les producteurs belges de ces marchés au profit des producteurs nationaux.

Cependant, en dehors des Pays-Bas, la part prise par nos partenaires reste relativement faible. Elle ne concerne du reste, en grande partie, que les biens dits de consommation. Dans le cas des biens d'équipement, et en tout cas pour les affaires importantes, les possibilités d'exportation sont restées presque inexistantes.

Au milieu de la période examinée, nous exportons 50 % de notre production de matériel électrique et nous en importons à peu près 50 %.

Le fait d'avoir très peu de barrières à l'importation a permis à la Belgique de ne pas trop souffrir des nouvelles conditions tarifaires de la C.E.E.

Cependant, les importations restent étonnamment élevées. Dans certains cas, même lorsque la production est bien organisée, le montant des importations dépasse parfois celui de la production nationale.

IMPORTATIONSRADIO-TELEVISION

Les importations de ce matériel se sont accrues régulièrement et la production belge a suivi un mouvement parallèle.

Cette évolution ne doit pas nous surprendre si l'on considère que le matériel de radio et de télévision constitue la production prépondérante d'une très grande firme disposant d'unités de production à la fois en Hollande et en Belgique. La production y est fortement rationalisée. La Belgique ne construisant qu'un seul type d'appareil, les importations en provenance de la Hollande ne concurrencent donc pas la partie de la production belge appartenant à cette même firme.

De toute façon, l'ampleur des importations n'a pas empêché la production spécifiquement belge de s'accroître.

Malgré la disparition quasi complète des droits d'entrée sur ce matériel, les importations n'ont pas pris une part plus considérable que précédemment, bien au contraire; ce secteur s'est donc bien adapté aux conditions nouvelles du Marché Commun.

APPAREILS ELECTRO-DOMESTIQUES

Dans ce sous-secteur, le niveau élevé des importations montre que la production nationale n'a pas été capable de s'adapter à l'évolution du marché au profit de la concurrence étrangère. Ceci provient du fait, nous l'avons évoqué précédemment, que l'exiguité du marché national ne permet pas la production de séries suffisamment importantes pour réduire les coûts de production.

TELECOMMUNICATIONS

Les importations dans ce sous-secteur restent faibles pendant la période pour les motifs suivants :

- La Belgique dispose d'entreprises **extrêmement** fortes et bien développées, capables de concurrencer les entreprises étrangères.

- Le commerce de ce genre de produit présente un caractère bien particulier parce qu'il est surtout réalisé avec les administrations publiques et qu'il nécessite une certaine continuité dans l'adoption d'un système déterminé.

PAYS DE DESTINATION

Ce sont, dans ce domaine, les pays de la C.E.E. qui sont les principaux débouchés de la Belgique, puisqu'ils représentent environ les 2/3 de nos exportations. Il faut cependant avoir à l'esprit la situation particulière du matériel de radio vendu en Hollande.

EXPORTATIONS

RADIO-TELEVISION

C'est surtout dans ce sous-secteur qu'il faut tenir compte des exportations en fonction des transactions inter-succursales d'une autre entreprise hollandaise.

TELECOMMUNICATIONS

Nous avons déjà évoqué la solidité de ce sous-secteur en Belgique. Les variations des exportations peuvent s'expliquer par le fait que ce matériel est principalement vendu aux administrations publiques.

APPAREILS ELECTROMENAGERS

Ce secteur, rappelons-le, n'est pas très dynamique à l'exportation. Cependant, les progrès enregistrés sont parallèles à l'expansion de la production nationale.

INDICES DE CONCENTRATION.

INDICE LINDA L.

INDICE LS.

INDICE LINDA L.

Les graphiques qui matérialisent les résultats du calcul de l'indice LINDA font apparaître une relation comparable entre les groupes de variables

- effectifs - chiffre d'affaires
- résultats nets - capitaux propres.

En ce qui concerne les effectifs - chiffres d'affaires, ces indices se situent respectivement :

- effectifs : 0,609 - 0,787 en 1962 et
1,153 - 1,630 en 1969.
- chiffre d'affaires : 0,609 - 0,787 en 1962 et
1,153 - 1,218 en 1969.

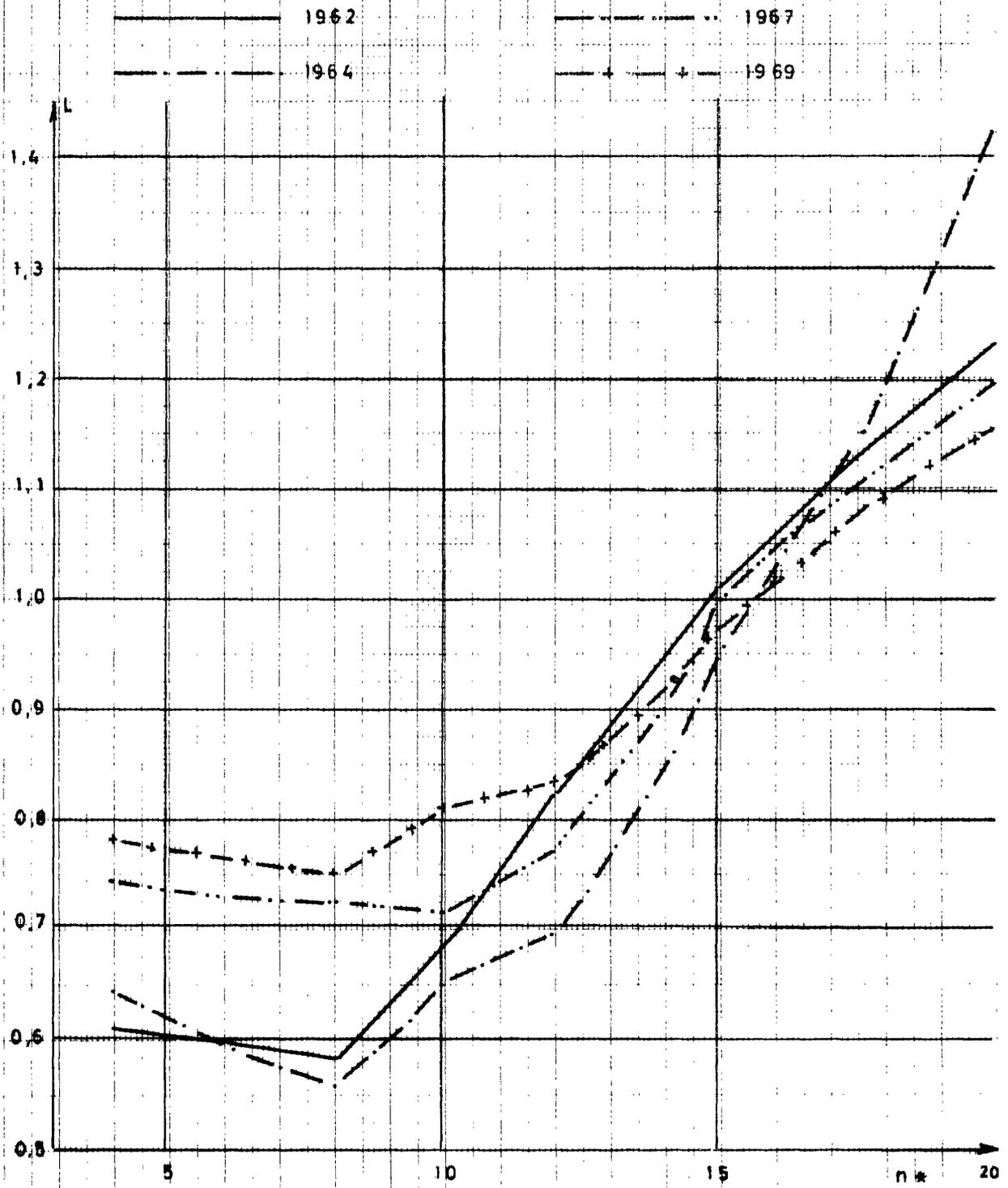
Le calcul de l'indice LINDA pour les variables résultats nets et capitaux propres donnent les résultats suivants :

- résultats nets : 1962 : 0,621 - 0,817
1969 : 8,161 - 9,426
- capitaux propres : 1962 : 0,564 - 0,631
1969 : 1,173 - 1,505

INDICE DE LINDA L

Graphique n° 1

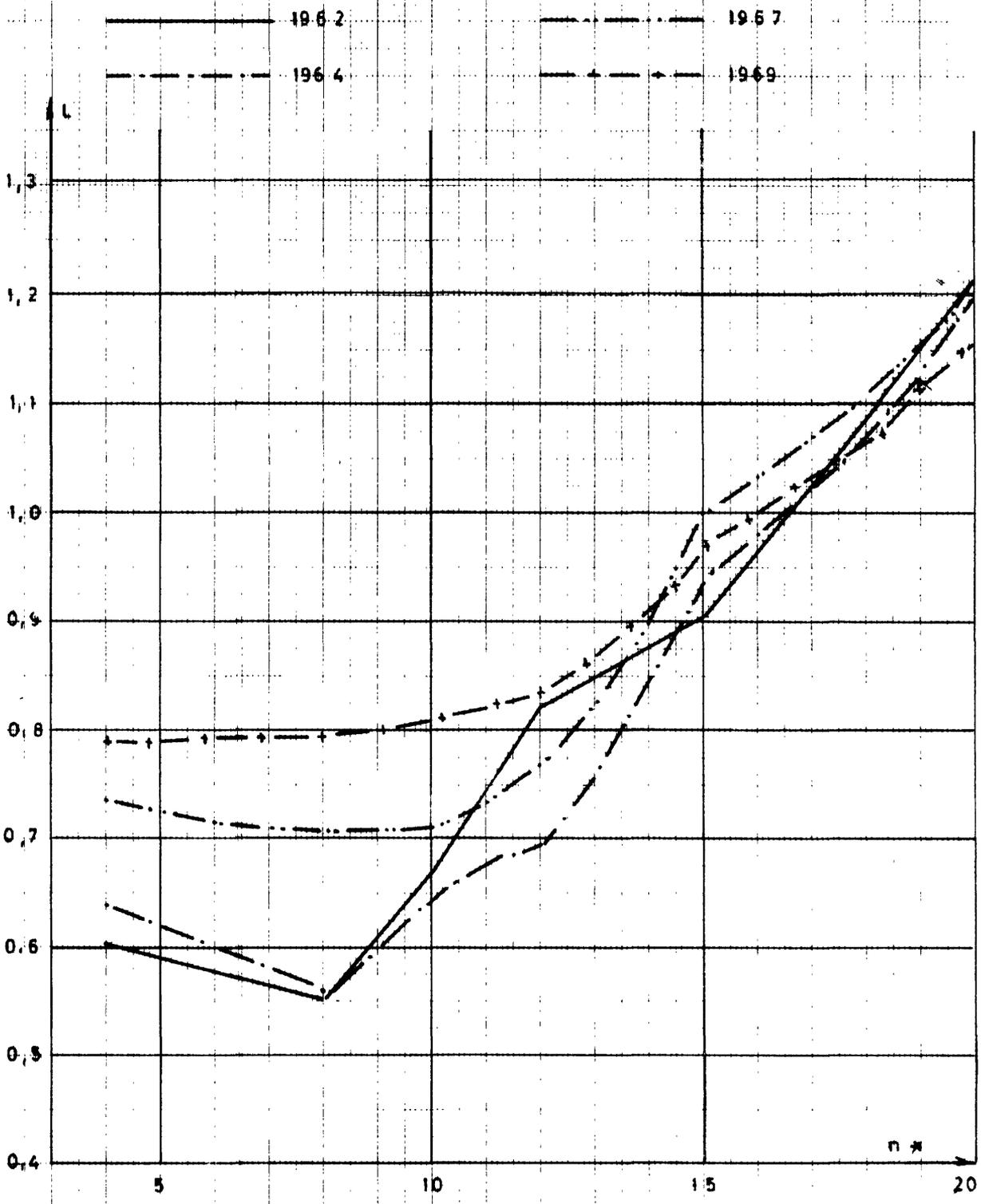
EFFECTIFS



INDICE DE LINDA L.

Graphique n° 2

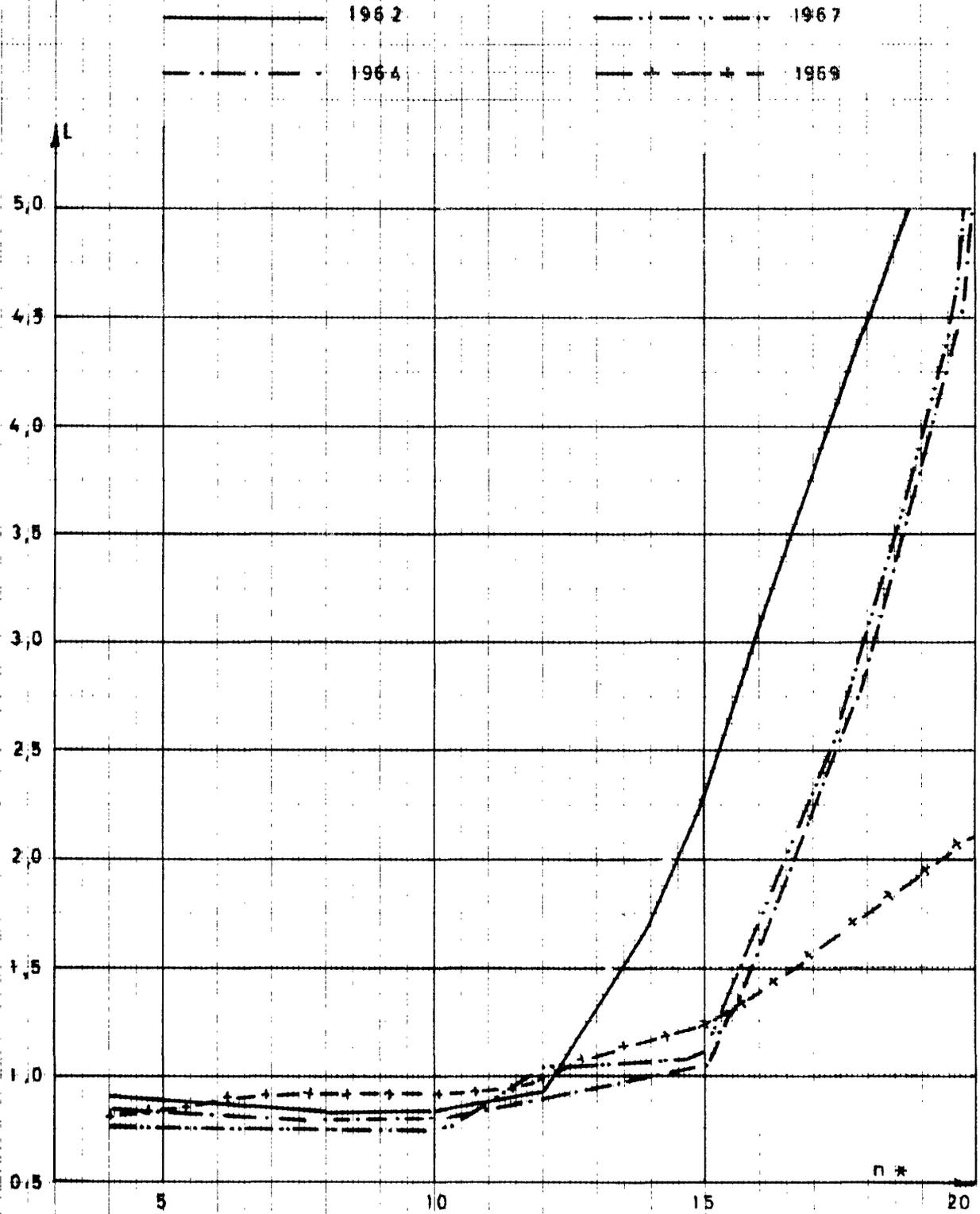
CHIFFRE D'AFFAIRES



INDICE DE LINDA L

Graphique n°3

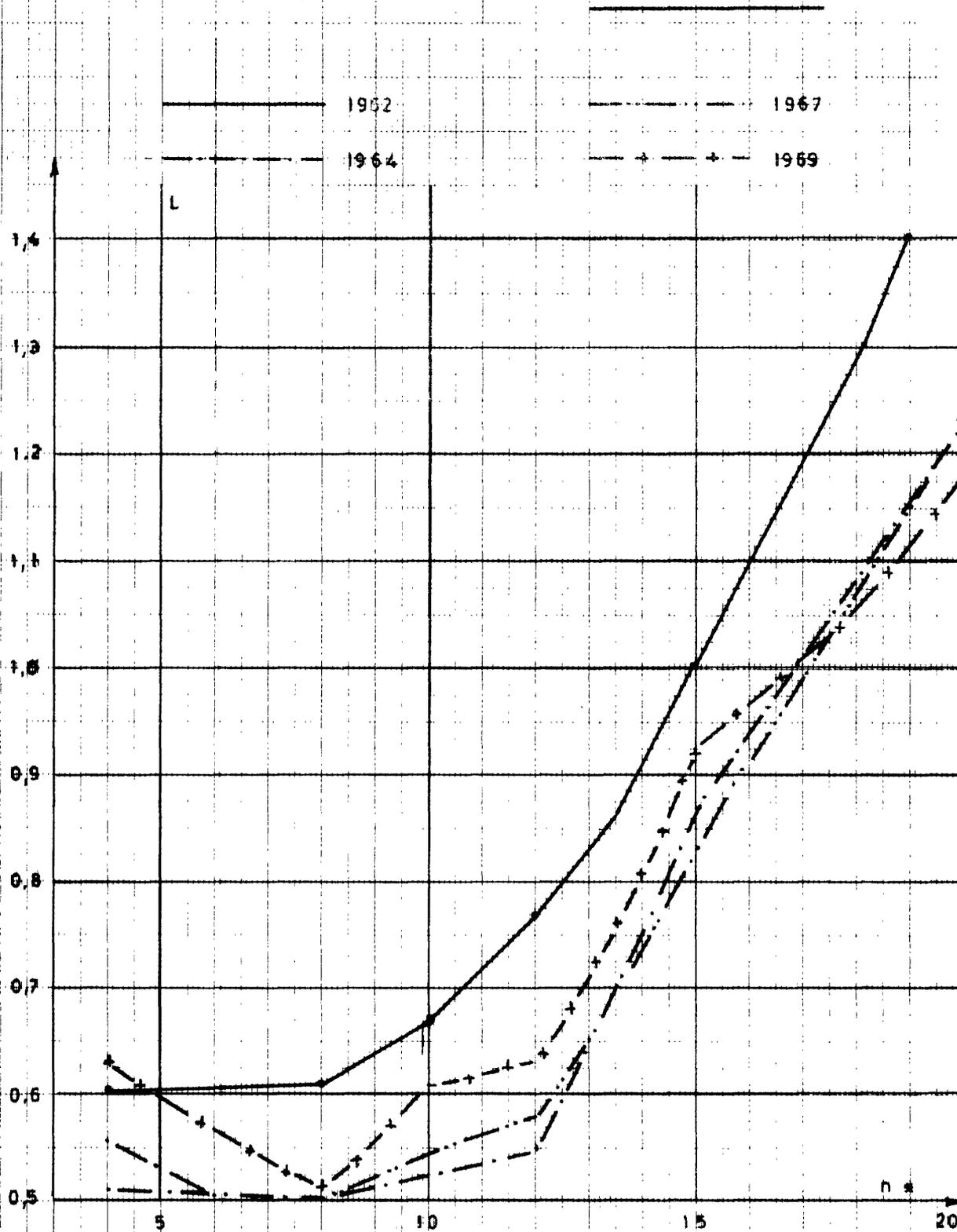
RESULTATS



INDICE DE LINDA L

Graphique n°4

CAPITAUX PROPRES



Graphique n° 5 : INDICE L_p

